

Compte-rendu de l'atelier sur le Système National d'Appui

L'atelier sur le Système national d'appui (SNA) à l'enseignement technique agricole a réuni pendant 3 heures une vingtaine de participants. Tous les établissements nationaux d'appui (ENA) étaient représentés à l'exception d'Agrocampus Rennes – Beig Meil.

Les échanges ont permis de refaire le point 18 mois après les débats du congrès de Hyères qui avaient abouti à une première motion sur le système national d'appui.

On retiendra des échanges dans l'atelier les constats et principales questions suivantes :

Le SNA, quels métiers ?

Un premier constat s'est imposé au fil des discussions, le SNA recouvre plusieurs métiers : Ingénierie, Recherche, Expérimentation, Formation continue et Animation de réseau. A ce jour, chacun de ces métiers n'est pas explicitement reconnu et distingué dans le SNA. Ils ne sont pas non plus pensés en articulation avec les autres, ce qui ne signifie pas qu'il faut les hiérarchiser pour autant.

De sérieuses difficultés dans la mise en œuvre du SNA

Ces difficultés ne sont pas nouvelles. Elles résultent pour l'essentiel de la manière dont le SNA a été conçu au départ.

1. Problème de pilotage au niveau national.

De l'avis de tous les participants, c'est la difficulté principale. Les relations entre les commanditaires de la DGER, les pilotes des axes thématiques et les chefs de projet sont complexes, voire opaques. L'information circule mal autour des besoins réels du système et autour des résultats des actions réalisées. Une partie non négligeable des participants ignore l'existence du SNA.Web ou n'y a pas accès. Depuis 2 ans, les acteurs du SNA se posent les mêmes questions. Comment ont été définis les axes thématiques ? et les opérations-pilotes ? En fonction de quelles priorités ? Pour qui ? Sur la base de quels constats ? Où et comment sont recensés les besoins réels des établissements ? Comment les représentants du personnel sont-ils impliqués ?

2. Un problème de positionnement du SNA au niveau local.

Quelles visions les établissements d'enseignement technique et supérieur ont-ils du SNA ? de sa diversité d'approches ? Bien souvent, ils ne connaissent que l'offre de l'ENA voisin. Par ailleurs, les demandes d'appui et la valorisation des actions conduites ne sont pas suffisamment coordonnées au niveau local. Les établissements sont tiraillés entre différentes logiques, concurrentielles du SNA : appel d'offre de l'Etat, mais aussi des Régions, de l'Europe, des Universités..., qu'il s'agisse de formation continue, de consultance, d'expérimentation

ou de mise en réseau.

Ce qui est en jeu, avec le SNA, c'est de fait la concrétisation sur le terrain des valeurs spécifiques revendiquées par l'enseignement agricole, le management des EPLEFPA, le pilotage du système au niveau régional.



3. Problème de non reconnaissance de la recherche au sein du SNA.

Il n'a pas été fait état du SNA dans les recommandations de la DGER pour l'évaluation des établissements d'enseignement supérieur par l'AERES¹. Il en résulte que ces activités ne sont pas reconnues à leur juste place dans l'évaluation scientifique des équipes de recherche et que les activités d'appui mises en œuvre dans les ENA ne font pas l'objet d'une évaluation scientifique rigoureuse. Ceci est notamment dommageable pour les actions « pilotes » et autres expérimentations.

4. Problème de capitalisation et de valorisation des actions SNA.

Pour le moment, il n'existe pas de lieu pour présenter, discuter et réguler les actions mises en œuvre dans le cadre du SNA depuis 2007. Tout dépend du bon vouloir du pilote thématique et/ou du degré d'affinités entre les chefs de projet des différents ENA. Il en résulte que des actions de recherche, de formation ou d'ingénierie sont entreprises sans prendre en compte ce qui a été fait ou ce qui est en train de se faire dans un même domaine. Quant à la valorisation des actions, elle dépend des pilotes et/ou des relations avec le commanditaire. Ceci soulève la question de savoir quel est l'impact de ce dispositif pour l'enseignement technique, et dans quelle mesure il contribue réellement à l'amélioration et au développement des établissements et de l'institution.

5. Manque de coordination à l'intérieur des ENA, entre les ENA et avec les autres acteurs du SNA.

Les dysfonctionnements qui résultent du manque de coordination entre les actions ne sont pas nouveaux mais ils s'aggravent en l'absence d'un cadre méthodologique et déontologique partagé, d'autant qu'en marge des ENA, d'autres acteurs interviennent (inspecteurs, experts, animateurs de réseaux thématiques...) sans que leurs missions soient clairement circonscrites en complémentarité avec celles des ENA. Par ailleurs, on constate un manque de coopération entre les acteurs à l'intérieur des structures et entre elles. Effet de la concurrence ? Peur de l'autre ? Incompréhensions ? En tout cas, cette absence de coordination suscite beaucoup de tensions inutiles et elle dessert l'efficacité globale du SNA et à leur visibilité du sur le terrain.

6. Manque de visibilité du dispositif à moyen terme.

Le SNA apparaît très fragile aux yeux de ses acteurs et de ses partenaires. En effet, les axes thématiques sont programmés en principe sur 3 ans mais leur financement est décidé annuellement et il est réduit de 3.5 % par an. Les chefs de projets conduisent leur action sans être en mesure d'avoir une claire vision de leur dispositif à moyen terme. Le développement de ces actions est d'autant plus aléatoire que les personnels fonctionnaires qui partent à la retraite ne sont pas remplacés ou qu'ils peuvent l'être par des personnes qui n'ont pas l'expérience requise pour poursuivre l'action engagée. On voit ainsi certains réseaux (Ex : Enseigner autrement) mis en péril après des années de fonctionnement.

1 AERES : Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

Toutes ces difficultés persistantes alimentent les **craintes des participants pour l'avenir du SNA,**



- crainte de voir le dispositif d'appui privatisé, sous la forme d'une agence externe,
- crainte de voir « s'évaporer » le dispositif national de formation continue qui devrait accompagner la transformation de l'enseignement agricole,
- crainte enfin de voir ce dispositif de plus en plus déconnecté des besoins réels du terrain.

L'atelier a permis de dégager **plusieurs pistes pour redonner sens et cohérence au SNA.**

A court terme, nous pourrions demander à la DGER :

- 1- de mettre en œuvre un **séminaire national**, du même genre que celui de Rambouillet en 2000-2001 au terme de l'opération Pygmalion, pour présenter et confronter les actions réalisées dans les différents chantiers thématiques depuis 2007.
- 2- d'organiser à **l'échelle régionale ou interrégionale** un échange avec les SRFD et les directeurs d'EPL pour partager l'information sur les besoins d'appui et sur les possibilités offertes par le SNA en terme de formation et de démultiplication.

A plus long terme, pour pérenniser un système d'appui au service de l'enseignement agricole public, les participants demandent :

1. la création d'une **instance de pilotage national du SNA** qui réunisse les différentes parties prenantes du système d'appui et des représentants des personnels de l'enseignement agricole.
2. la mise en place aussi d'une **instance de concertation entre les acteurs du SNA**, à l'intérieur des ENA et entre les ENA.

On pourrait résumer ainsi le **cahier des charges** que nous envisageons pour l'instance de pilotage national :

1. Clarifier les métiers du SNA et le rôle respectif de chaque catégorie d'acteurs (chercheurs, formateurs experts, intervenants conseils, animateurs de réseau, ...).
2. Réfléchir aux différentes modalités d'appui notamment sur les types de dispositif mis en place, sur leur pertinence, sur leur transférabilité.
3. Evaluer l'impact réel des actions conduites à différents niveaux.

Marie-Odile NOUVELOT, rapporteur de l'atelier SNA